

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

### **Ingénieurs Canada est heureux que le gouvernement fédéral accorde la priorité aux programmes d'infrastructures et d'innovation**

Ottawa, le 7 juin 2011 – La profession d'ingénieur accueille avec satisfaction l'engagement du gouvernement fédéral de travailler avec les différents paliers de gouvernement et intervenants à une vision à long terme pour les infrastructures du Canada, ainsi qu'à une stratégie d'innovation.

Dans le discours du Trône qu'il a prononcé le 3 juin, le gouverneur général du Canada David Johnston a présenté les priorités du gouvernement fédéral pour les quatre prochaines années. Le ministre des Finances a, quant à lui, présenté le budget fédéral le 6 juin.

« Nous saluons l'engagement du gouvernement de s'attaquer aux lacunes actuelles et futures en matière d'infrastructures, déclare Chantal Guay, ing., P.Eng., M.Env., chef de la direction d'Ingénieurs Canada. Nous attendons avec intérêt de collaborer avec lui au développement d'une vision nationale sur les infrastructures qui aidera à améliorer la qualité de vie de l'ensemble de la population canadienne. »

En plus de s'engager à travailler avec les divers intervenants à une vision nationale pour les infrastructures, le gouvernement fédéral prévoit déposer un projet de loi qui vise à rendre permanent l'investissement annuel de 2 milliards de dollars dans le Fonds de la taxe sur l'essence.

Ingénieurs Canada est également heureux d'apprendre que le gouvernement fédéral prévoit développer une stratégie de financement pour la recherche et développement et l'innovation, stratégie qui stimulera les engagements à long terme et les partenariats entre les secteurs. À cette fin, le gouvernement s'engage à augmenter les fonds alloués aux technologies clés et émergentes, par le biais du financement des conseils subventionnaires et des établissements postsecondaires, à créer de nouvelles chaires d'excellence en recherche du Canada, à soutenir les partenariats entre les entreprises et les collèges et à élaborer une stratégie sur l'économie numérique.

« Nous sommes heureux que le gouvernement fédéral ait reconnu la nécessité de fournir des investissements stables dans le domaine de la recherche et développement et de l'innovation pour permettre au Canada d'atteindre une économie durable qui soit accessible, fiable et concurrentielle à l'échelle mondiale », ajoute M<sup>me</sup> Guay.

Ingénieurs Canada applaudit aussi la proposition de modifier le crédit d'impôt pour frais de scolarité afin de faire reconnaître les frais d'examen payés à un ordre professionnel pour l'obtention d'un permis d'exercice, et ce, pour tous ceux qui sont admissibles à l'examen.

En proposant ce crédit d'impôt et en manifestant son intention de favoriser l'inscription dans les programmes postsecondaires de sciences, de technologie, de génie et de mathématiques, le gouvernement prouve sa volonté de stimuler les talents hautement qualifiés dont le pays a besoin pour demeurer concurrentiel. Ces mesures s'inscrivent dans la continuité du travail mené à cet égard par le gouvernement fédéral ainsi que par Ingénieurs Canada et ses ordres constituants.

Les investissements annoncés favoriseront le maintien d'une économie moderne forte et diversifiée, au service du bien-être de la société canadienne.

*Ingénieurs Canada est l'organisme national regroupant les 12 ordres provinciaux et territoriaux qui réglementent la profession d'ingénieur au Canada et qui délivrent les permis d'exercice aux ingénieurs du pays, actuellement plus de 160 000. Ingénieurs Canada est le nom commercial utilisé par le Conseil canadien des ingénieurs.*

**Renseignements :** Will Meyer, gestionnaire, Communications  
613-232-2474, poste 249  
[will.meyer@ingenieurscanada.ca](mailto:will.meyer@ingenieurscanada.ca)